



Termes de références et cahier de charge pour l'Etude SMSP en RDC

Titre de l'étude	Santé mentale chez les personnes victimes de conflits armés : analyse longitudinale des données programmatiques d'Action contre la Faim en République Démocratique du Congo
Bailleur	SIDA
Investigateurs principal	Elisabetta Dozio
Co-investigateur	Ivan PUEUGUEU,
Lieu	RDC, Zone EST
Calendrier de l'étude	Juin 2026 à novembre 2026
Ligne Budgétaire	PPP804

Partie A : Termes de référence de l'étude

1. Contexte et enjeux

La malnutrition infantile résulte de déterminants multiples, à la fois immédiats et sous-jacents. Si l'insécurité alimentaire et les facteurs biomédicaux sont largement documentés, la littérature internationale souligne de manière croissante le rôle de la détresse psychologique, des troubles anxieux et dépressifs ainsi que du stress post-traumatique dans l'altération des capacités fonctionnelles et parentales. La dépression périnatale et la détresse psychologique parentale sont associées à une moindre qualité des interactions parent-enfant, à une réduction des capacités de stimulation précoce et à une difficulté accrue à mobiliser les ressources disponibles pour la nutrition et la santé de l'enfant. Dans cette perspective, la santé mentale constitue un déterminant sous-jacent essentiel de la sécurité nutritionnelle.

Cette problématique s'inscrit dans un contexte humanitaire mondial marqué par une intensification des crises. En 2026, près de cinquante pays sont en situation d'urgence et 239 millions de personnes nécessitent une assistance (OCHA, 2026). Les conflits prolongés, les déplacements forcés et les épidémies ont des impacts profonds sur les individus, notamment dans les régions exposées de longue date comme l'Ituri ou le Nord-Kivu en RDC. Les estimations internationales montrent une charge importante de troubles mentaux dans ces environnements, mais les données disponibles restent souvent globales, hétérogènes et difficilement transposables aux réalités locales. Les zones affectées par des crises prolongées, ainsi que certains groupes vulnérables jeunes enfants, adolescents, femmes enceintes et allaitantes, soignants ou personnes en situation de handicap demeurent particulièrement sous-documenté. Par ailleurs des analyses comparatives et évolutives sont rarement possibles en environnement instable.

Depuis les années 2000, Action contre la Faim intègre la santé mentale et le soutien psychosocial dans sa stratégie multisectorielle de lutte contre la malnutrition. En RDC, l'organisation a constitué depuis 2019 des bases de données programmatiques incluant des mesures standardisées de bien-être, de détresse psychologique, de résilience et de santé mentale périnatale. Ces données offrent une opportunité unique de produire des analyses contextualisées permettant de mieux comprendre le rôle de la santé mentale dans les vulnérabilités et d'évaluer l'impact des interventions psychosociales mises en œuvre dans des zones telles que Drodoro, Bambo, Goma et Mweso depuis 2021.

Objectifs principaux

- Estimer la prévalence de la détresse psychologique à l'échelle des zones de santé de Drodoro et de Mweso, en lien avec les vulnérabilités nutritionnelles.
- Documenter la situation en santé mentale des groupes à haut risque sous-étudiés en contexte humanitaire notamment les jeunes enfants, les adolescents, les femmes enceintes et allaitantes, et personnel soignant exerçant en contexte instable.
- Évaluer l'impact des interventions psychosociales sur les indicateurs de bien-être, de résilience et de symptômes psychologiques.

2. Résumé des activités prévues et résultats attendus

L'étude s'appuiera sur une méta-analyse des données programmatiques collectées par ACF entre 2021 et le premier trimestre 2026 dans les zones de santé de Drodoro, Bambo, Goma et Mweso. En cohérence avec les objets d'étude, la recherche se déploiera autour de deux grands axes méthodologiques. Le premier axe porte sur la prévalence et les déterminants de la détresse psychosociale. Il reposera sur une approche d'épidémiologie descriptive qui permettra d'examiner les variations observées en fonction des dynamiques de déplacement, des caractéristiques sociodémographiques ainsi que des spécificités de différents groupes, notamment les enfants, les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et le personnel soignant. Les outils de mesure mobilisés incluront, pour les adultes, le WHO-5 afin d'évaluer le bien-être subjectif, la HAD pour l'anxiété et la dépression, le PCL-5 pour les symptômes de stress posttraumatique et le CD-RISC pour la résilience individuelle. Pour les enfants et les adolescents, l'étude exploitera le CPDS et le CRIES, tandis que l'échelle EPDS sera exploitée pour documenter la détresse périnatale chez les femmes enceintes et allaitantes. Le second axe concerne l'évaluation de l'impact des interventions psychologiques et psychosociales mises en œuvre. Il consistera à comparer les scores obtenus avant et après les interventions à l'aide des mêmes outils. Les protocoles examinés comprendront le protocole ceux d'Action contre la Faim, ceux de l'OMS et les variantes de l'EMDR particulièrement pertinent pour la sécurité nutritionnelle.

De façon globale, la méthodologie utilisée voudra produire des preuves empiriques solides et contextualisées, permettant de comprendre l'évolution de la santé mentale dans des environnements humanitaires marqués par l'instabilité, les crises prolongées et les déplacements répétés.

3. Dissémination et utilisation des résultats

Des ateliers de restitution seront organisés auprès des autorités sanitaires locales et des partenaires humanitaires. Les analyses produites pourront alimenter les réflexions stratégiques nationales et

contribuer au plaidoyer en faveur d'une intégration renforcée de la santé mentale dans les stratégies de lutte contre la malnutrition, en particulier dans les contextes de crise prolongée.

Un article scientifique sera également produit et soumis dans une revue.

Aspects innovants

Le projet s'appuie sur un corpus longitudinal de données programmatiques accumulées sur plusieurs années en contexte de crise chronique, permettant des analyses comparatives et évolutives rarement possibles en environnement instable. Il vise à produire des données infranationales directement exploitables par les autorités sanitaires et les clusters, et à documenter empiriquement la santé mentale comme déterminant sous-jacent de la malnutrition. En évaluant l'efficacité d'interventions psychosociales intégrées aux programmes nutritionnels, l'étude contribuera à renforcer les preuves disponibles sur les approches multisectorielles en contexte humanitaire contraignant.

Partie B : Cahier de charge du consultant en analyse des données

4.1. Objectifs de la mission

- Réaliser une analyse rigoureuse des données
- Mettre en évidence les relations entre les différentes variables
- Élaborer des modèles statistiques
- Produire un rapport clair, structuré et exploitable pour l'écriture scientifique, le plaidoyer, la capitalisation et la prise de décision programmatique.

4.2. Tâches à réaliser par le consultant

a.) Prise en main du protocole et des outils

b.) Nettoyage et structuration des bases de données

c.) Analyse statistique quantitative (via Jamovi, SPSS, Statistica ou équivalent)

- Prévalence de la détresse psychologique
- Situation de la santé mentale des groupes à haut risque
- Évolution du bien-être et de la résilience individuelle ; du trauma, de la dépression, de l'anxiété, des capacités de mentalisation
- Influence des caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, statut économique, expérience du conflit, etc.).

d.) Analyse qualitative (via NVivo ou outil équivalent)

- Identification des perceptions clés sur le bien-être, la résilience, et les mécanismes d'adaptation.
- Triangulation des résultats qualitatifs et quantitatifs.

e.) Modélisation des relations entre variables

- Élaboration de modèles explicatifs de l'évolution du bien-être psychosocial, de la résilience et des capacités d'adaptation.
- Représentation graphique (diagrammes, réseaux de variables, schémas de causalité).
- Proposition d'indicateurs composites ou de scores globaux, le cas échéant.

f.) Livrables attendus

- Un rapport d'analyse complet incluant : Méthodologie d'analyse utilisée ; Résultats quantitatifs et qualitatifs détaillés ; Modèles statistiques construits ; Interprétation des résultats ; un support de présentation PowerPoint.
- Un draft d'article scientifique

Profil recherché

Statistique/épidémiologie, sciences sociales appliquées ou domaine équivalent.

Expérience avérée en analyse de données mixtes (quantitatives + qualitatives).

Maîtrise des outils Jamovi, NVivo, staitistica ou SPSS.

Connaissance des contextes humanitaires et des techniques et méthodes en épidémiologie

Rigueur, autonomie et capacité à vulgariser les résultats.

PROCEDURE DE CANDIDATURE

Les candidats intéressés par cette prestation de consultation pour **l'analyse longitudinale des données programmatiques d'Action contre la Faim en République Démocratique du Congo** doivent soumettre un dossier composé :

1. Composition du dossier

• Dossier administratif :

- ✓ Régistre de commerce ou preuve d'existence légale de la structure (ou statut de consultant indépendant) **Obligatoire**
- ✓ Numéro d'identification fiscale (NIF/NIU) **Obligatoire**
- ✓ Attestation de régularité fiscale (Quitus fiscal) **Obligatoire**
- ✓ Attestation bancaire / RIB **Obligatoire**

• Une offre technique comprenant :

- ✓ Une Proposition méthodologique ;
- ✓ Plan de travail ;
- ✓ Un Curriculum vitae actualisé ;
- ✓ Copie de diplôme
- ✓ Échantillon de travaux antérieurs (Des attestations de bonne fin de missions similaires) ;

NB : Pour les détails de l'offres technique voir le tableau en dessous des critères de sélection.

- **Offre financière** détaillée comprenant un budget détaillé (Consultance, frais administratifs et logistique).

2. Format de réponse

Les offres devront être remises, par e-mail, à l'adresse indiquée ci-dessous, procurement@cd-actioncontrelafaim.org avec la mention : l'analyse longitudinale des données programmatiques d'Action contre la Faim en République Démocratique du Congo « **DA-KSS-01726** ». Au plus tard **15 Aout 2026 à 23h59 GMT+1**

Les offres seront présentées en trois parties séparées comme suit :

1. Offre administrative (format PDF)
2. Offre technique (format PDF)
3. Offre financière (format PDF)

NB : Chaque partie de l'offre doit être scellée et signée.

3.Proposition en retard

Les propositions arrivant après la date limite ne seront pas acceptées. Aucune proposition ne pourra être modifiée une fois passée la date de clôture de la demande de consultation. Action Contre la Faim pourra demander des clarifications à tout fournisseur si cela est nécessaire.

4.Langue des offres et procédure

Les offres ainsi que toute la correspondance et tous les documents relatifs à l'offre échangés entre le soumissionnaire et Action contre la Faim doivent être rédigés en Français. Les documents justificatifs et autres documents fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue, pourvu qu'ils soient accompagnés d'une traduction exacte en Français. Toutefois, pour l'interprétation de l'offre, la version Française prévaudra.

5.Modification ou retrait des offres

Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur offre par une notification écrite avant la date limite de soumission des offres. Aucune offre ne pourra être modifiée après cette date. Les retraits seront fermes et définitifs et mettront fin à toute participation à la consultation.

6.Cout de préparation des offres

Aucun des frais engagés par le soumissionnaire pour préparer et soumettre son offre n'est remboursable. Tous ces coûts seront uniquement à sa charge.

Ouverture, Evaluation des offres et critères de sélection

L'ouverture et l'évaluation des offres ont pour but de vérifier si celles-ci sont complètes et valides.

7. Critère de sélection

Critères	Points
1. Conformité du dossier administratif	Obligatoire
Régistre de commerce ou preuve d'existence légale de la structure (ou statut de consultant indépendant)	Obligatoire
Numéro d'identification fiscale (NIF/NIU)	Obligatoire
Attestation de régularité fiscale (Quitus fiscal)	Obligatoire
Attestation bancaire / RIB	Obligatoire
2. Offre technique	70
Niveau académique : Doctorat (PhD) en Santé Publique, Épidémiologie, Biostatistique, Psychologie, Recherche clinique, Économie de la santé ou discipline équivalente : 15 pts ; Master : 10 pts	15
Expérience dans la conduite d'études, évaluations d'impact ou recherches scientifiques (≥10 ans : 15 pts ; 5-9 ans : 10 pts ; 3-4 ans : 5 pts)	15
Expérience en analyses quantitatives avancées (analyses multivariées, régression, modélisation, tests statistiques, analyses longitudinales, création d'indicateurs composites)	10

Expérience en analyses qualitatives (analyse thématique, codage, triangulation, analyse de FGD et entretiens)	5
Expérience dans le secteur humanitaire, développement ou santé publique internationale (ACF, ONU, ONG internationales, institutions publiques, etc.)	5
Maîtrise des logiciels d'analyse : SPSS, Stata ou R (4 pts) ; NVivo/Atlas.ti/MAXQDA (3 pts) ; Excel avancé (2 pts) ; Jamovi ou logiciel équivalent (1 pt)	10
Qualité de la méthodologie proposée (compréhension des TDR, pertinence de l'approche, calendrier, organisation, qualité des livrables)	5
Maîtrise des langues : Français (3 pts) ; Anglais (2 pts)	5
3. Offre financière	30
Prix de l'offre (méthode du moins-disant : (offre la moins chère / offre évaluée) × 15)	15
Budget détaillé (honoraires, frais administratifs, logistique, autres coûts)	5
Modalités de paiement (virement bancaire sans avance : 5 pts ; avec avance raisonnable : 3 pts ; autres : 1 pt)	5
Validité de l'offre (≥90 jours : 5 pts ; 60 jours : 3 pts ; <60 jours : 1 pt)	5
TOTAL	100

L'évaluation ultérieure des offres sera effectuée à Kinshasa et HQ par un comité d'évaluation interne composé de représentants d'Action contre la Faim.

La consultance sera attribuée à l'offre qui sera à la fois conforme techniquement et administrativement et la plus avantageuse sur le plan économique, si l'on tient compte de la qualité des services offerts et du prix de l'offre.

Les offres seront évaluées selon un certain nombre de critères qui seront par la suite notés puis pondérés. Ainsi, 3 aspects seront évalués : l'aspect administratif, l'offre technique et financier.

Toute information non communiquée par le fournisseur sera prise en compte dans l'évaluation, et aura alors la note de zéro. Action Contre la Faim se réserve le droit de contacter, après l'évaluation, les soumissionnaires présélectionnés afin de mener des entretiens approfondis sur leur proposition.

Il sera fait de même pour les informations ne correspondant pas aux attentes d'Action Contre la Faim. La notation se fera suivant la logique de la meilleure Qualité, au meilleur Coût, suivant meilleurs délais.